



**50% de nucléaire constaté en novembre 2016,
ce n'est pas bon pour le climat.**

Sauvons Le Climat

12 décembre 2016

La France connaît depuis Novembre une situation de tension de son système électrique due à l'arrêt par EDF de 18 réacteurs sur 58 afin de vérifier l'état de certains composants. En l'état actuel de nos informations, compte tenu des longs délais de validation par l'ASN, le parc ne retrouvera pas sa totale disponibilité avant les fêtes de fin d'année, alors que la planification habituelle des arrêts pour entretien et inspection se fait surtout en été de façon à bénéficier de sa pleine capacité en période de forte demande due au froid.

Alors que pour des périodes météo comparables de novembre et décembre 2015, le nucléaire fournissait de 52 à 53 GW pour une demande de pointe à 19 h de 76 GW, analogue à celle du mardi 8 novembre, un des premiers jours vraiment froids de cet automne 2016, le nucléaire était plafonné à 42-43 GW. C'est comme si cette situation exceptionnelle nous permettait d'expérimenter en vraie grandeur les conséquences d'un mix électrique réduisant la part du nucléaire à 50%, objectif affirmé de la loi de 2015 « *relative à la Transition Energétique pour la Croissance Verte* ».

Observons sur le site www.rte-france.com/fr/eco2mix/eco2mix les conséquences d'une telle situation pour cette journée du 8 novembre 2016 :

Pour une demande atteignant, dès 8 h, 73 GW et pour la pointe de 19 h, 76 GW, nous voyons que nos capacités hydrauliques (12 GW) et thermiques -gaz, charbon et fuel- (12GW au total) sont utilisées au maximum toute la journée.

Tous les producteurs ont fermé des centrales au gaz, au charbon et au fuel qui ne sont plus rentables avec l'effondrement des prix de marché en 2014-2015 suite à la concurrence des intermittents éolien et solaire, bénéficiant à prix garantis d'une priorité d'accès au réseau. Maintenant que le nucléaire est limité, les prix du marché sont remontés. Tous les "fournisseurs alternatifs" se ruent à nouveau sur les tarifs ARENH¹ (42 €/MWh) pour se remettre sous le "robinet EDF" et encaisser les profits en revendant à un prix de marché supérieur.

En conséquence de ces arrêts, alors que la France était structurellement exportatrice d'électricité, nous avons été constamment importateurs mardi 8 novembre à hauteur, par exemple, de 8 GW à 8 h.

L'éolien a fourni autour de 2,5 GW (soit un facteur de charge proche de sa moyenne annuelle de 23%), le solaire a produit en mi-journée jusqu'à 2 GW, plus rien pour la pointe de 19h. Nous pouvons imaginer ce qui se passerait en 2025 si ces apports renouvelables intermittents, selon les prévisions de la *Programmation Pluriannuelle de l'Energie* issue de la loi de transition énergétique, doubleraient leurs capacités, soit +2,5 GW pour la pointe de 19 h. Cela ne changerait pas significativement les appels aux importations qui évolueraient entre 4 et 6 GW. Alors, devrions-nous envisager que la nécessaire relève (on parle de « *back-up* ») de ces intermittentes soit assurée par plus de gaz, comme le suggère le rapport Mestrallet-Canfin-Grandjean proposant de dispenser les centrales au gaz de taxe carbone ?

Sauvons le Climat veut ici insister sur trois points:

1. Solde exportateur positif :

¹ Accès Régulé à l'Electricité Nucléaire Historique, fruit de la loi de 2010 « portant Nouvelle Organisation du Marché de l'Electricité ».

Le système électrique français dégage un solde exportateur positif d'environ 2 G€/an, peu de secteurs industriels en font autant. Nous le transformerions en un solde déficitaire d'un montant au moins équivalent. Toute dégradation de notre balance commerciale se traduit par des pertes d'emplois.

2. Qui est responsable de l'approvisionnement électrique des français ?

Selon le Code de l'Energie, c'est notre Ministre de l'Ecologie, chargée de l'Energie, avec le concours du « Réseau de Transport d'Electricité ». La Ministre en a appelé à EDF pour éviter des coupures. Il est vrai que nous risquons d'en connaître dès cette année, alors que les experts ne les craignaient jusqu'ici qu'à partir de 2020, nos voisins européens prévoyant de fermer 50 GW de capacités pilotables soit parce que non rentables, soit par arrêt du nucléaire. Si nous retrouvons des pointes de grands froids analogues à celles de 2010 et 2012 (95 et 102 GW), le recours aux importations serait plus que problématique malgré les développements d'interconnexions. Poser des tuyaux n'a jamais revivifié des sources taries.

Des délestages peuvent toucher les ménages et susciter l'insécurité chez les industriels qui reconnaissent aujourd'hui que la qualité du service électrique français est un facteur de compétitivité.

3. Tenir nos engagements pris devant la COP21

Alors que la France fournit ses consommateurs et, via l'exportation, nos voisins avec une électricité émettant dix fois moins de gaz carbonique que l'allemande, ce mardi 8 novembre, nous et nos voisins avons perdu en moyenne 10 GW d'électricité nucléaire zéro carbone et avons dû la remplacer par l'équivalent provenant majoritairement de centrales fossiles. L'extrapolation de ce fait constaté le mardi 8 novembre sur une année conduirait à une émission supplémentaire de plus de 10 millions de tonnes de gaz carbonique, par exemple en remplaçant les centrales nucléaires manquantes par des centrales au gaz, voire à importer de l'électricité produite à base de charbon ou lignite (deux fois plus émetteurs que le gaz).

L'expérience de cet automne 2016 nous démontre qu'un choix français de 50% de nucléaire dans notre approvisionnement électrique serait contradictoire avec nos engagements pris devant la COP21.